

GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE

Le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du territoire;

Après délibération,

Arrête :

Le Ministre compétent pour l'Aménagement du territoire est chargé de soumettre au Parlement de la Communauté germanophone le projet de décret dont la teneur suit :

Avant-projet de décret modifiant et abrogeant différentes dispositions en matière d'expropriations

CONTENU

Ce décret vise à modifier et abroger différentes dispositions en matière d'expropriations afin d'adapter aux caractéristiques de la Communauté germanophone les fondements juridiques pertinents, notamment à la suite du transfert des compétences régionales « Aménagement du territoire », « Voirie communale » et « Parcs d'activités économiques » en vertu de l'article 139 de la Constitution.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Exposé des motifs	2
Explications générales	2
Commentaire des articles	5
Avant-projet	7

EXPOSÉ DES MOTIFS

EXPLICATIONS GÉNÉRALES

Par le décret du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation (ci-après « le décret du 22 novembre 2018 »), la Région wallonne a largement modernisé le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique. La réforme concernait aussi bien la phase administrative que la phase judiciaire de l'expropriation.

La *phase judiciaire* de l'expropriation était une compétence de l'État fédéral avant l'entrée en vigueur de la Sixième Réforme de l'État. Cette partie de l'expropriation devait s'opérer selon les dispositions fédérales, comme la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique. La loi spéciale du 6 janvier 2014 a introduit un article 6^{quater} dans la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles; cet article prévoit que les Régions seront dorénavant compétentes pour fixer la phase judiciaire de l'expropriation, à l'exception de celles auxquelles procèdent l'administration fédérale ou les autorités qui en dépendent. La Région wallonne a exercé cette nouvelle compétence en fixant dans le chapitre III du décret du 22 novembre 2018 les nouvelles dispositions relative à la phase judiciaire de l'expropriation et en abrogeant l'ancienne législation fédérale¹. Ces dispositions sont aussi applicables depuis le 1^{er} juillet 2019, date de l'entrée en vigueur dudit décret, à toutes les expropriations menées par la Communauté germanophone ou l'une des autorités qui en dépendent. Cela vaut par ailleurs aussi pour la Communauté française.

En ce qui concerne la *phase administrative*, l'article 79 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles prévoit depuis des décennies que les Communautés et Régions peuvent procéder à des expropriations dans le cadre de leurs compétences respectives et fixer, pour ce faire, des règles *ad hoc*. Si certains textes juridiques prévoient une habilitation générale d'expropriation (comme le décret du 9 novembre 1987 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique pratiquées ou agréées par l'Exécutif de la Communauté germanophone), d'autres instaurent des procédures particulières à respecter dans le cadre d'une expropriation (par exemple, les articles 14 et 33 du décret du 23 juin 2008 relatif à la protection des monuments, du petit patrimoine, des ensembles et paysages culturels historiques, ainsi qu'aux fouilles).

Au niveau de la Région wallonne aussi, différentes procédures étaient prévues dans des législations diverses, procédures qui constituaient chaque fois une expression particulière de la phase administrative de l'expropriation. Cela concernait entre autres (et notamment) l'Aménagement du territoire², la Voirie communale³ ou les Parcs d'activités économiques⁴. À l'occasion de ladite réforme, la phase administrative de l'expropriation a été uniformisée et les dispositions isolées contenues dans différentes législations de la Région wallonne ont été abrogées; là aussi dans les domaines susmentionnés⁵. Contrairement à la phase judiciaire, les dispositions du chapitre II du décret du 22 novembre 2018 – qui, depuis le 1^{er} juillet 2019, constituent la phase administrative uniforme en Région wallonne – ne sont applicables ni en Communauté germanophone ni en Communauté française.

¹ Articles 98 à 103 du décret du 22 novembre 2018.

² Titre I^{er} du livre VI du Code wallon de Développement territorial (articles D.VI.1 à D.VI.16).

³ Section 2 du titre III, chapitre IV, du décret de la Région wallonne du 6 février 2014 relatif à la voirie communale (articles 37 à 45).

⁴ Chapitre II du titre III du décret de la Région wallonne du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques (articles 23 à 38).

⁵ Articles 85 à 87 et 90 à 95 du décret du 22 novembre 2018.

En ce qui concerne la législation applicable aux expropriations, la situation en région de langue allemande se présente dès lors comme suit⁶ :

Avant la Sixième Réforme de l'État			
	Compétence de la Com. germ.	Compétence de la Rég. wal.	Compétence de l'État fédéral
Phase administrative	<i>En général :</i> Décret du 09/11/1987 <i>En particulier (exemple) :</i> Décret sur le patrimoine	<i>En général :</i> (Décret 06/05/1988) <i>En particulier (exemples) :</i> Décrets Aménagement du territoire, Voirie communale, Parcs d'activités économiques, Environnement...	<i>Non pertinent</i>
Phase judiciaire	Entre autres loi du 26/07/1962		

Après le 1 ^{er} juillet 2019			
	Compétence de la Com. germ.	Compétence de la Rég. wal.	Compétence de l'État fédéral
Phase administrative	<i>En général :</i> Décret du 09/11/1987 <i>En particulier :</i> Décret sur le patrimoine	<i>En général :</i> Décret du 22/11/2018 (<u>chapitre II</u>) <i>En particulier :</i> (aucune – abrogée)	<i>Non pertinent</i>
Phase judiciaire	Décret du 22/11/2018 (<u>chapitre III</u>)		Entre autres loi du 26/07/1962

Le transfert des compétences « Aménagement du territoire », « Voirie communale » et « Parcs d'activités économiques » en vertu de l'article 139 de la Constitution a modifié profondément la situation. Depuis l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020 des décrets parallèles des 29 avril et 6 mai 2019 relatifs à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière d'aménagement du territoire et de certaines matières connexes, la structure des compétences s'est à nouveau développée.

En ce qui concerne la *phase judiciaire*, l'exercice de cette compétence de la Région wallonne est expressément transférée à la Communauté germanophone par l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des décrets parallèles des 29 avril et 6 mai 2019. Cela signifie dès lors que la Communauté germanophone peut adapter à ses besoins les dispositions du chapitre III du décret du 22 novembre 2018. Cela signifie toutefois aussi qu'à l'avenir, la Région wallonne et les autorités qui en dépendent seront soumises aux règles de la Communauté germanophone lorsqu'il faudra procéder à une expropriation dans le cadre d'une compétence régionale (non transférée), comme l'« Eau », l'« Environnement », l'« Agriculture »... En revanche, en vertu de l'article 6^{quater} de la loi spéciale du 8 août 1980, les règles fédérales de la phase judiciaire valent pour les expropriations dans les matières relevant de l'État fédéral, comme le « Trafic ferroviaire ».

La *phase administrative* des expropriations auxquelles procèdent la Communauté germanophone ou les autorités qui en dépendent est, en revanche, complexifiée par le transfert de compétences. Selon la compétence concernée, différents fondements juridiques s'appliquent :

- Compétences purement communautaires (article 130 de la Constitution) : En l'absence de dispositions contraires, c'est le décret du 9 novembre 1987 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique pratiquées ou agréées par l'Exécutif de la Communauté germanophone qui continue à s'appliquer aux expropriations menées dans ce contexte.

⁶ L'autorité compétente pour régler la *phase judiciaire* de l'expropriation est entourée en gras.

- Compétences régionales transférées avant le 1^{er} janvier 2020 (article 139 de la Constitution) : Ces expropriations ne relèvent pas du champ d'application de la règle générale du décret du 9 novembre 1987. Ce sont donc les dispositions particulières respectives des législations organiques spécifiques qui s'appliquent. Il s'agit, par exemple, en ce qui concerne la protection du patrimoine, de celles contenues dans le décret du 23 juin 2008 relatif à la protection des monuments, du petit patrimoine, des ensembles et paysages culturels historiques, ainsi qu'aux fouilles.
- Compétences régionales transférées après le 1^{er} janvier 2020 (article 139 de la Constitution) : Ces expropriations ne relèvent pas non plus du champ d'application de la règle générale du décret du 9 novembre 1987. Toutefois, pour les expropriations menées dans ce contexte, il n'y a plus – à la suite de la réforme opérée par le pouvoir décentral wallon – aucune disposition particulière dans les législations organiques en matière d'« Aménagement du territoire », de « Voirie communale » ou de « Parcs d'activités économiques ». Le fondement juridique pour ces types d'expropriations est dès lors la règle générale contenue dans le chapitre II du décret du 22 novembre 2018.

À situation inchangée, trois fondements juridiques différents sont ainsi applicables, selon le cas, par la Communauté germanophone en cas d'expropriation. Au vu de cette situation kafkaïenne, il est sans aucun doute judicieux, par souci de cohérence et de sécurité juridique, de rationaliser et de simplifier les règles applicables.

Il est dès lors proposé de continuer au niveau de la Communauté germanophone le chemin emprunté par la Région wallonne. Cela impliquerait l'introduction d'une phase administrative uniforme pour l'expropriation, indépendamment de la compétence concernée. Concrètement, cela signifie que le décret du 9 novembre 1987 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique pratiquées ou agréées par l'Exécutif de la Communauté germanophone (dans sa totalité) ainsi que les dispositions pertinentes du décret du 23 juin 2008 relatif à la protection des monuments, du petit patrimoine, des ensembles et paysages culturels historiques, ainsi qu'aux fouilles, devraient être abrogées. De cette manière, seul le chapitre II du décret du 22 novembre 2018 serait applicable aussi en région de langue allemande, tout du moins de manière transitoire. Afin de prévenir toute interprétation prêtant à confusion, il est recommandé de prévoir expressément ce principe sous la forme d'un nouvel article 6.1 dans le décret du 22 novembre 2018.

La nouvelle constellation en région de langue allemande se présenterait dès lors comme suit :

PROPOSITION			
	Compétence de la Com. germ.	Compétence de la Rég. wal.	Compétence de l'État fédéral
Phase administrative	<i>En général :</i> Décret du 22/11/2018 (chapitre II – Version CG) <i>En particulier :</i> (aucune – abrogée)	<i>En général :</i> Décret du 22/11/2018 (chapitre II – Version RW) <i>En particulier :</i> (aucune – abrogée)	<i>Non pertinent</i>
Phase judiciaire	Décret du 22/11/2018 (chapitre III – Version CG)		Entre autres loi du 26/07/1962

Parallèlement à ces éléments clés, certaines dispositions du décret du 22 novembre 2018 devraient être modifiées afin de les adapter aux caractéristiques de la Communauté germanophone. Cela concerne notamment la désignation des autorités compétences et la suppression de la fonction de fonctionnaire délégué.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Par l'insertion de l'article 6.1. dans le décret de la Région wallonne du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation (voir article 5 du présent projet de décret) et la rationalisation qui en découle au niveau de la phase administrative de l'expropriation, le décret du 9 novembre 1987 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique pratiquées ou agréées par l'Exécutif de la Communauté germanophone devient superflu et peut dès lors être abrogé.

Articles 2 et 3

Ces dispositions modifient le décret du 23 juin 2008 relatif à la protection des monuments, du petit patrimoine, des ensembles et paysages culturels historiques, ainsi qu'aux fouilles. Les articles 14 et 33 du décret sur le patrimoine mentionnent en effet différentes dispositions en matière de procédure qui sont en contradiction avec le décret du 22 novembre 2018. Ainsi, il est encore renvoyé à la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ou prévu que la Province sera autorité expropriante, ce qui – conformément au décret du 22 novembre 2018 – n'est plus possible. En abrogeant les passages litigieux, le champ d'application de la phase administrative du décret du 22 novembre 2018 est ainsi expressément élargi à la protection des monuments et sites.

Article 4

Cet article modifie les définitions contenues dans le décret du 22 novembre 2018. D'une part, le Ministère de la Communauté germanophone sera directement considéré, au sens du même décret, comme étant « l'Administration ». D'autre part, la définition du « fonctionnaire délégué » est abrogée étant donné que cette fonction n'existe plus en région de langue allemande depuis l'entrée en vigueur du décret-programme 2019 du 12 décembre 2019.

Article 5

Cet article insère un nouvel article 6.1 dans le décret du 12 décembre 2019. Celui-ci fixe expressément que le chapitre II dudit décret constituera à l'avenir le fondement uniforme de la phase administrative de l'expropriation pour toutes les compétences de la Communauté germanophone, tant pour les compétences communautaires au sens strict que pour les compétences régionales transférées en vertu de l'article 139 de la Constitution.

Articles 6 et 7

Ces dispositions abrogent le renvoi au fonctionnaire délégué dans les articles 10 et 11 du décret du 22 novembre 2018.

Article 8

Cet article complète l'actuel renvoi à l'article 6^{quater} de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, concernant la phase judiciaire de l'expropriation, par un renvoi au décret du 29 avril 2019 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière d'aménagement du territoire et de certaines matières connexes. Ainsi, les dispositions du chapitre III du décret du 22 novembre 2018 – y compris d'éventuelles futures modifications – sont applicables à toutes les expropriations en région de langue allemande qui ne sont pas menées par l'autorité fédérale ou l'une des autorités qui en dépendent.

Article 9

L'article 63 du décret du 22 novembre 2018 est précisé par un renvoi à l'accord de coopération du 20 juillet 2017 entre la Communauté germanophone et la Région wallonne habilitant les comités d'acquisition wallons à réaliser des opérations patrimoniales pour le compte et au nom de la Communauté germanophone et des entités qui en dépendent.

Article 10

Cette disposition abroge l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2019 portant exécution du décret du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation, lequel désigne l'autorité administrative wallonne compétente.

Article 11

Cet article détermine l'entrée en vigueur du décret. Étant donné l'urgence – une commune ayant déjà annoncé au Gouvernement une procédure imminente d'expropriation –, afin de garantir la continuité du service public et, dans le sens de la sécurité juridique, de permettre un déroulement sans encombre de la procédure, le décret doit déjà entrer en vigueur le jour de son adoption.

Le Vice-Ministre-Président,
Ministre de la Santé et des Affaires sociales,
de l'Aménagement du territoire et du Logement

A. ANTONIADIS

AVANT-PROJET

Avant-projet de décret modifiant et abrogeant différentes dispositions en matière d'expropriations

Article 1^{er} – Le décret du 9 novembre 1987 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique pratiquées ou agréées par l'Exécutif de la Communauté germanophone, modifié par le décret du 27 juin 1994, est abrogé.

Art. 2 – Dans l'article 14 du décret du 23 juin 2008 relatif à la protection des monuments, du petit patrimoine, des ensembles et paysages culturels historiques, ainsi qu'aux fouilles, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « , la province » sont abrogés dans la première phrase et la deuxième phrase est abrogée;

2° les alinéas 2 et 3 sont abrogés;

3° dans l'alinéa 4, les mots « la province et la commune doivent » sont remplacés par les mots « la commune doit ».

Art. 3 – Dans l'article 33 du même décret, les deuxième et troisième phrases sont abrogées.

Art. 4 – À l'article 1^{er} du décret de la Région wallonne du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° l'Administration : le Ministère de la Communauté germanophone; »

2° le 6° est abrogé.

Art. 5 – Dans le même décret, il est inséré un article 6.1 rédigé comme suit :

« Art. 6.1 – Les dispositions du présent chapitre s'appliquent lorsque les autorités mentionnées à l'article 6 constatent que l'acquisition par expropriation est requise pour le développement de l'infrastructure ou pour la politique menée dans le cadre des compétences communautaires ou régionales dont l'exercice a été transféré à la Communauté germanophone en vertu de l'article 139 de la Constitution. »

Art. 6 – Dans l'article 10, 2°, du même décret, les mots « au fonctionnaire délégué et » sont abrogés.

Art. 7 – Dans l'article 11, alinéa 2, du même décret, les mots « le fonctionnaire délégué ou » sont abrogés.

Art. 8 – Dans l'article 21 du même décret, les mots « et de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, du décret du 29 avril 2019 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière d'aménagement du territoire et de certaines matières connexes » sont insérés entre les mots « institutionnelles » et les mots « , la procédure », et les mots « en Région wallonne » sont remplacés par les mots « en région de langue allemande ».

Art. 9 – Dans l'article 63, alinéa 1^{er}, 1°, du même décret, les mots « le comité d'acquisition » sont remplacés par les mots « le comité d'acquisition wallon mandaté conformément à l'accord de coopération conclu le 20 juillet 2017 entre la Communauté germanophone et la Région wallonne habilitant les comités d'acquisition wallons à réaliser des opérations patrimoniales pour le compte et au nom de la Communauté germanophone et des entités qui en dépendent ».

Art. 10 – L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2019 portant exécution du décret du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation est abrogé.

Art. 11 – Le présent décret entre en vigueur le jour de son adoption.

Eupen, le...

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président,
Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances

O. PAASCH

Le Vice-Ministre-Président,
Ministre de la Santé et des Affaires sociales,
de l'Aménagement du territoire et du Logement

A. ANTONIADIS

La Ministre de la Culture et du Sport,
de l'Emploi et des Médias

I. WEYKMANS

REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,

Auf Vorschlag des Ministers für Raumordnung;

Nach Beratung,

Beschließt:

Der für Raumordnung zuständige Minister wird damit beauftragt, dem Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft den Dekretentwurf mit folgendem Wortlaut vorzulegen:

DEKRETVORENTWURF ZUR ABÄNDERUNG UND AUFHEBUNG VERSCHIEDENER BESTIMMUNGEN IM BEREICH DER ENTEIGNUNGEN

INHALTSANGABE

Mit diesem Dekret sollen verschiedene Bestimmungen im Bereich der Enteignungen abgeändert und aufgehoben werden, um die einschlägigen Rechtsgrundlagen insbesondere infolge der Übertragung der regionalen Zuständigkeiten Raumordnung, Gemeindewege und Gewerbegebiete aufgrund von Artikel 139 der Verfassung auf die Gegebenheiten der Deutschsprachigen Gemeinschaft anzupassen.

INHALTSVERZEICHNIS

	Seite
Begründung	4
Allgemeine Erläuterungen	4
Kommentar zu den Artikeln	7
Vorentwurf	9

BEGRÜNDUNG

ALLGEMEINE ERLÄUTERUNGEN

Durch das Dekret vom 22. November 2018 über das Enteignungsverfahren (hiernach: „das Dekret vom 22. November 2018“) vollzog die Wallonische Region eine tiefgreifende Modernisierung des Enteignungsrechts zum Nutzen der Allgemeinheit. Die Reform bezog sich sowohl auf die administrative wie auch auf die gerichtliche Phase der Enteignung.

Die *gerichtliche Phase* der Enteignung war vor dem Inkrafttreten der Sechsten Staatsreform eine Zuständigkeit des Föderalstaats. Dieser Teil der Enteignung musste gemäß den föderalen Bestimmungen erfolgen, wie beispielsweise dem Gesetz vom 26. Juli 1962 über das Verfahren bei höchster Dringlichkeit in Bezug auf die Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit. Durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014 wurde ein Artikel *6quater* in das Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen eingefügt, der besagt, dass fortan die Regionen für die Festlegung der gerichtlichen Phase der Enteignung zuständig sind, mit Ausnahme der Enteignungen, die durch die Föderalbehörde oder der von ihr abhängigen Behörden vorgenommen werden. Diese neue Zuständigkeit nahm die Wallonische Region wahr, indem sie in Kapitel III des Dekrets vom 22. November 2018 die neuen Bestimmungen für die gerichtliche Phase der Enteignung festlegte und die ehemals föderale Gesetzgebung aufhob¹. Diese Bestimmungen sind seit dem 1. Juli 2019, Datum des Inkrafttretens des besagten Dekrets, auch anwendbar für alle Enteignungen, die durch die Deutschsprachige Gemeinschaft oder eine von ihr abhängige Behörde vorgenommen werden. Gleiches gilt im Übrigen für die Französische Gemeinschaft.

Was die *administrative Phase* der Enteignung betrifft, so sieht Artikel 79 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen bereits seit Jahrzehnten vor, dass die Gemeinschaften und Regionen im Rahmen ihrer jeweiligen Zuständigkeiten Enteignungen vornehmen und hierfür entsprechende Regeln festlegen dürfen. Während in manchen Rechtstexten eine allgemeine Ermächtigung zur Enteignung vorgesehen wird (wie beispielsweise das Dekret vom 9. November 1987 bezüglich der von der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vorgenommenen oder genehmigten Enteignungen im öffentlichen Interesse), führen andere Rechtstexte wiederum besondere Verfahrensfragen ein, die im Rahmen einer Enteignung einzuhalten sind (wie beispielsweise die Artikel 14 und 33 des Dekrets vom 23. Juni 2008 über den Schutz der Denkmäler, Kleindenkmäler, Ensembles und historischen Kulturlandschaften sowie über die Ausgrabungen).

Auch auf Ebene der Wallonischen Region gab es in einzelnen Gesetzgebungen unterschiedliche Verfahren, die jeweils eine besondere Ausprägung der administrativen Phase der Enteignung bildeten. Dies betraf mitunter (und insbesondere) die Bereiche Raumordnung², Gemeindewege³ oder Gewerbegebiete⁴. Anlässlich der genannten Reform wurde die administrative Phase der Enteignung vereinheitlicht und die einzelnen Bestimmungen in den unterschiedlichen Gesetzgebungen der Wallonischen Region aufgehoben; so auch in den genannten Bereichen⁵. Anders als bei der gerichtlichen Phase sind die Bestimmungen des Kapitels II des Dekrets vom 22. November 2018, die seit dem 1. Juli 2019 die allgemeingültige

¹ Artikel 98 bis 103 des Dekrets vom 22. November 2018.

² Titel I von Buch VI des Wallonischen Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung (Artikel D.VI.1 bis D.VI.16).

³ Absatz 2 von Titel III Kapitel IV des Dekrets der Wallonischen Region vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz (Artikel 37 bis 45).

⁴ Kapitel II von Titel III des Dekrets der Wallonischen Region vom 2. Februar 2017 über die Entwicklung der Gewerbegebiete (Artikel 23 bis 38).

⁵ Artikel 85 bis 87 und 90 bis 95 des Dekrets vom 22. November 2018.

administrative Phase in der Wallonischen Region darstellen, nicht auf die Deutschsprachige oder Französische Gemeinschaft anwendbar.

In Bezug auf die anwendbare Gesetzgebung bei Enteignungen, stellt sich die Situation im deutschen Sprachgebiet somit wie folgt dar:⁶

vor der Sechsten Staatsreform			
	Zuständigkeit der Deutschspr. Gem.	Zuständigkeit der Wall. Reg.	Zuständigkeit des Föderalstaats
Administrative Phase	<i>Allgemein:</i> Dekret 9.11.1987 <i>Besonders (Beispiel):</i> Dekret Denkmalschutz	<i>Allgemein:</i> (Dekret 6.5.1988) <i>Besonders (Beispiele):</i> Dekrete Raumordnung, Gemeindewege, Gewerbegebiete, Umwelt, ...	<i>Nicht zutreffend</i>
Gerichtliche Phase	Unter anderem Gesetz 26.7.1962		

nach dem 1. Juli 2019			
	Zuständigkeit der Deutschspr. Gem.	Zuständigkeit der Wall. Reg.	Zuständigkeit des Föderalstaats
Administrative Phase	<i>Allgemein:</i> Dekret 9.11.1987 <i>Besonders (Beispiel):</i> Dekret Denkmalschutz	<i>Allgemein:</i> Dekret 22.11.2018 (<u>Kapitel II</u>) <i>Besonders:</i> (keine – aufgehoben)	<i>Nicht zutreffend</i>
Gerichtliche Phase	Dekret 22.11.2018 (<u>Kapitel III</u>)		Unter anderem Gesetz 26.7.1962

Durch die Übertragung der Zuständigkeiten Raumordnung, Gemeindewege und Gewerbegebiete aufgrund von Artikel 139 der Verfassung ändert sich diese Situation in tiefgreifender Weise. Seit dem Inkrafttreten der gleichlautenden Dekrete vom 29. April und 6. Mai 2019 über die Ausübung der Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der Raumordnung und gewisser verbundener Bereiche durch die Deutschsprachige Gemeinschaft am 1. Januar 2020 hat sich das Zuständigkeitsgefüge wiederum weiterentwickelt.

Was die *gerichtliche Phase* betrifft, so wird die Ausübung dieser Zuständigkeit der Wallonischen Region ausdrücklich durch Artikel 1 Absatz 1 Nummer 3 der gleichlautenden Dekrete vom 29. April und 6. Mai 2019 an die Deutschsprachige Gemeinschaft übertragen. Dies bedeutet demnach, dass die Deutschsprachige Gemeinschaft die Bestimmungen von Kapitel III des Dekrets vom 22. November 2018 auf ihre Bedürfnisse anpassen kann. Dies bedeutet aber ebenfalls, dass künftig die Wallonische Region und die von ihr abhängigen Behörden den Regeln der Deutschsprachigen Gemeinschaft unterliegen, wenn eine Enteignung im Rahmen einer (nicht übertragenen) regionalen Zuständigkeit – wie beispielsweise Wasser, Umwelt, Landwirtschaft, ... – vorgenommen werden soll. Aufgrund von Artikel 6^{quater} des Sondergesetzes vom 8. August 1980 gelten dagegen für die Enteignungen in Angelegenheiten des Föderalstaats – wie beispielsweise Eisenbahnverkehr – nach wie vor die föderalen Regeln der gerichtlichen Phase.

Die *administrative Phase* der durch die Deutschsprachige Gemeinschaft oder die von ihr abhängigen Behörden vorgenommenen Enteignungen wird hingegen durch die Zuständigkeitsübertragung komplexer gestaltet. Je nachdem, welche Zuständigkeit betroffen ist, sind unterschiedliche Rechtsgrundlagen anwendbar:

⁶ Die zuständige Behörde für die Regelung der *gerichtlichen Phase* der Enteignung wird fett umrandet.

- Reine Gemeinschaftszuständigkeiten (Artikel 130 der Verfassung): In Abwesenheit anders lautender Bestimmungen bleibt für Enteignungen vor diesem Hintergrund das Dekret vom 9. November 1987 bezüglich der von der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vorgenommenen oder genehmigten Enteignungen im öffentlichen Interesse anwendbar.
- Vor dem 1. Januar 2020 übertragene Regionalzuständigkeiten (Artikel 139 der Verfassung): Diese Enteignungen fallen nicht in den Anwendungsbereich der allgemeinen Regelung des Dekrets vom 9. November 1987. Es gelten also die jeweiligen besonderen Bestimmungen in den einzelnen Grundlagengesetzgebungen. Dies ist beispielsweise der Fall, für den Bereich Denkmalschutz, im Dekret vom 23. Juni 2008 über den Schutz der Denkmäler, Kleindenkmäler, Ensembles und historischen Kulturlandschaften sowie über die Ausgrabungen.
- Nach dem 1. Januar 2020 übertragene Regionalzuständigkeiten (Artikel 139 der Verfassung): Diese Enteignungen fallen ebenfalls nicht in den Anwendungsbereich der allgemeinen Regelung des Dekrets vom 9. November 1987. Für Enteignungen in diesem Zusammenhang gibt es infolge der Reform des Wallonischen Dekretgebers jedoch auch keine besonderen Bestimmungen mehr in den Grundlagengesetzgebungen im Bereich Raumordnung, Gemeindewege oder Gewerbegebiete. Rechtsgrundlage für diese Arten der Enteignung ist somit die allgemeine Regelung in Kapitel II des Dekrets vom 22. November 2018.

Bei unveränderter Sachlage sind somit bei den Enteignungen durch die Deutschsprachige Gemeinschaft, je nach Fall, drei unterschiedliche Rechtsgrundlagen anzuwenden. Angesichts dieser kafkaesken Situation ist es also zweifellos im Sinne der Kohärenz und der Rechtssicherheit, eine Rationalisierung und Vereinfachung der anwendbaren Regeln vorzunehmen.

Es wird demnach vorgeschlagen, den von der Wallonischen Region gezeichneten Weg auf Ebene der Deutschsprachigen Gemeinschaft fortzuführen. Dies würde bedeuten, dass man ebenfalls eine einheitliche administrative Phase der Enteignung – ungeachtet des betroffenen Befugnisbereichs – einführt. Konkret hieße dies, dass das Dekret vom 9. November 1987 bezüglich der von der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vorgenommenen oder genehmigten Enteignungen im öffentlichen Interesse (in seiner Gänze) sowie die einschlägigen Bestimmungen des Dekrets vom 23. Juni 2008 über den Schutz der Denkmäler, Kleindenkmäler, Ensembles und historischen Kulturlandschaften sowie über die Ausgrabungen aufzuheben wären. Anwendbar wäre somit auch im deutschen Sprachgebiet – zumindest übergangsweise – allein Kapitel II des Dekrets vom 22. November 2018. Um jeglicher missverständlicher Auslegung vorzubeugen, wird empfohlen, diesen Grundsatz in Form eines neuen Artikels 6.1 ausdrücklich in dem Dekret vom 22. November 2018 vorzusehen.

Die neue Konstellation im deutschen Sprachgebiet würde demnach wie folgt aussehen:

Vorschlag			
	Zuständigkeit der Deutschspr. Gem.	Zuständigkeit der Wall. Reg.	Zuständigkeit des Föderalstaats
Administrative Phase	<i>Allgemein:</i> Dekret 22.11.2018 (Kapitel II - Version DG) <i>Besonders:</i> (keine – aufgehoben)	<i>Allgemein:</i> Dekret 22.11.2018 (Kapitel II - Version WR) <i>Besonders:</i> (keine – aufgehoben)	<i>Nicht zutreffend</i>
Gerichtliche Phase	Dekret 22.11.2018 (Kapitel III - Version DG)		Unter anderem Gesetz 26.7.1962

Zeitgleich mit dieser grundsätzlichen Weichenstellung müssten gewisse Bestimmungen des Dekrets vom 22. November 2018 abgeändert werden, um sie auf die Gegebenheiten der Deutschsprachigen Gemeinschaft anzupassen. Dies betrifft insbesondere die Bezeichnung der zuständigen Verwaltung und die Abschaffung der Funktion des beauftragten Beamten.

KOMMENTAR ZU DEN ARTIKELN

Artikel 1

Durch das Einfügen von Artikel 6.1 in das Dekret der Wallonischen Region vom 22. November 2018 über das Enteignungsverfahren (siehe Artikel 5 des vorliegenden Dekretentwurfs) und der einhergehenden Rationalisierung der administrativen Phase der Enteignung ist das Dekret vom 9. November 1987 bezüglich der von der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vorgenommenen oder genehmigten Enteignungen im öffentlichen Interesse nicht mehr notwendig und kann daher aufgehoben werden.

Artikel 2 und 3

Mit diesen Bestimmungen wird das Dekret vom 23. Juni 2008 über den Schutz der Denkmäler, Kleindenkmäler, Ensembles und historischen Kulturlandschaften sowie über die Ausgrabungen abgeändert. Die Artikel 14 und 33 des Denkmalschutzdekrets führen in der Tat gewisse Verfahrensbestimmungen auf, die im Widerspruch zum Dekret vom 22. November 2018 stehen. So wird beispielsweise noch auf das Gesetz vom 26. Juli 1962 über das Verfahren bei höchster Dringlichkeit in Bezug auf die Enteignung zum Nutzen der Allgemeinheit verwiesen oder die Provinz als Enteignungsbehörde vorgesehen, was gemäß dem Dekret vom 22. November 2018 nicht möglich ist. Mit der Aufhebung der strittigen Textpassagen wird der Anwendungsbereich der administrativen Phase des Dekrets vom 22. November 2018 somit auch ausdrücklich auf den Bereich Denkmalschutz ausgeweitet.

Artikel 4

Dieser Artikel ändert die Begriffsbestimmungen des Dekrets vom 22. November 2018 ab. So soll zum einen das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft unmittelbar als „die Verwaltung“ im Sinne desselben Dekrets gelten. Zum anderen wird die Definition des beauftragten Beamten aufgehoben, da es dieses Amt seit dem Inkrafttreten des Programmdekrets 2019 vom 12. Dezember 2019 im deutschen Sprachgebiet nicht mehr gibt.

Artikel 5

Mit diesem Artikel soll ein neuer Artikel 6.1 in das Dekret vom 22. November 2018 eingefügt werden. Hierdurch wird ausdrücklich festgehalten, dass das Kapitel II des genannten Dekrets künftig als einheitliche Grundlage der administrativen Phase der Enteignung für alle Zuständigkeitsbereiche der Deutschsprachigen Gemeinschaft – sowohl die Gemeinschaftszuständigkeiten im engeren Sinne wie auch die aufgrund von Artikel 139 der Verfassung übertragenen regionalen Zuständigkeiten – gelten soll.

Artikel 6 und 7

Mit diesen Bestimmungen wird der Verweis auf den beauftragten Beamten in den Artikeln 10 und 11 des Dekrets vom 22. November 2018 gestrichen.

Artikel 8

Mit diesem Artikel wird der bestehende Verweis auf Artikel 6^{quater} des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, der die gerichtliche Phase der Enteignung betrifft, durch einen Verweis auf das Dekret vom 29. April 2019 über die Ausübung der Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der Raumordnung und gewisser verbundener Bereiche durch die Deutschsprachige Gemeinschaft ergänzt. Somit sind die Bestimmungen von Kapitel III des Dekrets vom 22. November 2018 – einschließlich aller eventuellen künftigen Änderungen – für jegliche Enteignungen im deutschen Sprachgebiet anwendbar, die nicht durch die Föderalbehörde oder einer von ihr abhängigen Behörde vorgenommen werden.

Artikel 9

Artikel 63 des Dekrets vom 22. November 2018 soll durch einen Hinweis auf das Zusammenarbeitsabkommen vom 20. Juli 2017 zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Ermächtigung der wallonischen Erwerbskomitees, Rechtsgeschäfte in Immobilienangelegenheiten im Namen und für die Rechnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der von ihr abhängenden Körperschaften durchzuführen, präzisiert werden.

Artikel 10

Durch diese Bestimmung wird Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2019 zur Ausführung des Dekrets vom 22. November 2018 über das Enteignungsverfahren, der die zuständige wallonische Verwaltungsbehörde bezeichnet, aufgehoben.

Artikel 11

Dieser Artikel legt das Inkrafttreten des Dekrets fest. Aufgrund der Dringlichkeit – es hat sich bereits eine Gemeinde mit einem unmittelbaren Enteignungsverfahren bei der Regierung gemeldet – und mit dem Ziel, die Kontinuität des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten und im Sinne der Rechtssicherheit ein reibungsloses Verfahren zu ermöglichen, soll das Dekret bereits am Tag seiner Verabschiedung in Kraft treten.

Der Vize-Ministerpräsident,
Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen

A. ANTONIADIS

VORENTWURF

Dekretvorentwurf zur Abänderung und Aufhebung verschiedener Bestimmungen im Bereich der Enteignungen

Artikel 1 – Das Dekret vom 9. November 1987 bezüglich der von der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft vorgenommenen oder genehmigten Enteignungen im öffentlichen Interesse, abgeändert durch das Dekret vom 27. Juni 1994, wird aufgehoben.

Art. 2 – Artikel 14 des Dekrets vom 23. Juni 2008 über den Schutz der Denkmäler, Kleindenkmäler, Ensembles und historischen Kulturlandschaften sowie über die Ausgrabungen wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 wird in Satz 1 die Wortfolge „die Provinz“ und der Satz 2 gestrichen.
2. Die Absätze 2 und 3 werden aufgehoben.
3. In Absatz 4 wird die Wortfolge „Provinz und Gemeinde müssen“ durch die Wortfolge „Die Gemeinde muss“ ersetzt.

Art. 3 – In Artikel 33 desselben Dekrets werden die Sätze 2 und 3 gestrichen.

Art. 4 – Artikel 1 des Dekrets der Wallonischen Region vom 22. November 2018 über das Enteignungsverfahren wird wie folgt abgeändert:

1. Nummer 5 wird wie folgt ersetzt:
„5. Verwaltung: das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft;“
2. Nummer 6 wird aufgehoben.

Art. 5 – In dasselbe Dekret wird folgender Artikel 6.1 eingefügt:

„Art. 6.1 - Die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels sind anwendbar, wenn die in Artikel 6 erwähnten Behörden feststellen, dass der Erwerb durch Enteignung für den Ausbau der Infrastruktur oder für die Politik in den Gemeinschaftszuständigkeiten oder in den regionalen Zuständigkeiten, deren Ausübung der Deutschsprachigen Gemeinschaft aufgrund von Artikel 139 der Verfassung übertragen wurde, erforderlich ist.“

Art. 6 – In Artikel 10 Nummer 2 desselben Dekrets wird die Wortfolge „den beauftragten Beamten und“ gestrichen.

Art. 7 – In Artikel 11 Absatz 2 desselben Dekrets wird die Wortfolge „der beauftragte Beamte oder“ gestrichen.

Art. 8 – In Artikel 21 desselben Dekrets wird zwischen die Wörter „Institutionen“ und „ist“ die Wortfolge „und mit Artikel 1 Absatz 1 Nummer 3 des Dekrets vom 29. April 2019 über die Ausübung der Zuständigkeiten der Wallonischen Region im Bereich der Raumordnung und gewisser verbundener Bereiche durch die Deutschsprachige Gemeinschaft“ eingefügt und die Wortfolge „in der Wallonischen Region“ durch die Wortfolge „im deutschen Sprachgebiet“ ersetzt.

Art. 9 – In Artikel 63 Absatz 1 Nummer 1 desselben Dekrets wird die Wortfolge „den Erwerbsausschuss“ durch die Wortfolge „das aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. Juli 2017 zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Ermächtigung der wallonischen Erwerbskomitees, Rechtsgeschäfte in Immobilienangelegenheiten im Namen und für die Rechnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der von ihr abhängenden Körperschaften durchzuführen, beauftragte wallonische Erwerbskomitee“ ersetzt.

Art. 10 – Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2019 zur Ausführung des Dekrets vom 22. November 2018 über das Enteignungsverfahren wird aufgehoben.

Art. 11 – Vorliegendes Dekret tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Eupen, den ...

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen

O. PAASCH

Der Vize-Ministerpräsident,
Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen

A. ANTONIADIS

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien

I. WEYKMANS